

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 66

Excusés : 12

Absents : 2

REUNION DU 7 DECEMBRE 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT**, le **LUNDI SEPT DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **PREMIER DECEMBRE DEUX MILLE VINGT**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno **BESCHIZZA**.

ETAIENT	Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
PRESENTS :	
EXCUSES	Mme BELMOUDEN Fatima, Mme BOUR Patricia, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. VAZ Micaël, M. GESELL Quentin, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. PRUNIER Gérard, M. BOUMEDJANE Karim, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, M. BLANCHET Stéphane
ABSENTS	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMMOUR Mériem
SECRETAIRE DE SEANCE	M. ASENSI François

DELIBERATION N°150 - URBANISME – SEVRAN - EXTENSION DU PERIMETRE D'ETUDE SUR LA RUE D'AULNAY AU TITRE DE L'ART. L424-1 DU CODE DE L'URBANISME

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Marwa BRAIHIM,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5219-5,

Vu la loi n° 20014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2015-1783 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'urbanisme,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L424-1,

Vu le plan local d'urbanisme, approuvé par délibération du conseil municipal du 15 décembre 2015,

Vu le protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain des villes d'Aulnay-sous-Bois, Sevran, Villepinte, Tremblay-en-France en date du 16 novembre 2017,

Vu la délibération du conseil municipal n°15 du 26 juin 2018 demandant à l'EPT Terre d'Envol l'instauration du périmètre d'étude sur la rue d'Aulnay,

Vu la délibération du conseil de territoire n°72 du 9 juillet 2018 relative à l'instauration du périmètre d'étude sur la rue d'Aulnay,

Vu la délibération du conseil municipal de Sevran en date du 21 novembre 2020 sollicitant l'EPT afin de mettre en place un périmètre d'études sur ce secteur,

Vu le périmètre ci-annexé,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20201207-150-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020

Considérant que la rue d'Aulnay constitue l'axe d'entrée du centre-ville, dont la requalification est d'ores et déjà amorcée avec notamment le projet de restructuration de l'Îlot Crétier, et qu'il convient d'en maîtriser le développement dans l'objectif d'un aménagement cohérent

Considérant que la rue d'Aulnay constitue un axe commercial à requalifier et à revitaliser

Considérant que le projet de restructuration du secteur dit "Villa des Près", inscrit au Projet d'Intérêt National de Renouveau urbain, prévoit la réhabilitation des équipements communaux et la construction de logements

Considérant que la ville entend maîtriser l'évolution de son urbanisation pour projeter ses équipements, notamment scolaires, au plus proche des besoins des habitants actuels et futurs

Considérant que la mise en œuvre d'un périmètre au titre de l'article L424-1 du Code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude » permet d'opposer un sursis à statuer à toute demande d'autorisation d'urbanisme, pour une durée maximale de 10 ans, lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement


Après en avoir délibéré ,

- **Décide** d'étendre le périmètre au titre de l'article L424-1 du code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude », sur l'ensemble du secteur concerné, soit les parcelles cadastrées : Section AC - Numéros 96 à 102, 104 à 106, 109, 110, 118 à 129, 132, 133, 138, 139 et 142 à 144, Section AA - Numéros 89 à 92, 116, 143 et Section CI - Numéros 1 à 14, 242 à 251 et 254, figurant en bleu sur le plan ci-joint.
- **Dit** que le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution des présentes dispositions.
La présente délibération sera transmise au Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification et /ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Adopté à la majorité

(74 voix pour, 4 voix)

Le président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20201207-150-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020